POSITIONNEMENT

Octobre 2023

Le Cnajep s'engage pour une Europe de la paix, citoyenne, sociale, solidaire et écologique

[Ce document de positionnement, identifié dans la feuille de route 2023 de la commission Europe international du Cnajep, est le résultat de plusieurs mois de réflexion autour des enjeux liés aux Elections européennes de 2024. Il s'agit d'un document à destination des membres du réseau, d'interlocuteurs, d'institutions, de partenaires... Il permettra d'interpeller lors des Elections européennes ainsi que pendant toute la durée de la mandature du prochain Parlement européen. Il est également utilisable comme repère pour les représentant·e·s du Cnajep.]

Introduction

Elections européennes 2024 :

Quelques points de repères :

Les prochaines élections européennes auront lieu le 9 juin 2024 en France. Des élections qui concernent 450 millions de citoyen·ne·s européen·ne·s. C'est la Belgique qui aura la présidence du Conseil de l'Union européenne au moment des élections.

Rappelons que le Parlement européen n'a « ni l'initiative, ni le dernier mot ». Cependant le Parlement européen vote le budget de l'Union Européenne, élit le Président de la Commission et approuve ou non par un vote unique le collège des commissaires après les avoir auditionnés au sein des commissions parlementaires correspondant à leur futur domaine d'activité. Le Parlement européen discute des textes en commissions thématiques.

Pour avoir des sièges il faut au moins 5% de votes en France, puis à la proportionnelle. La composition actuelle : PPE/S&D/Renew/Verts/Identité/Conservateurs/Gauche (on peut noter qu'il y a deux groupes d'extrême droite).

Il n'y a aujourd'hui aucune majorité. Les députés travaillent en groupe mais aussi en délégations nationales. Aujourd'hui, comment se compose la plus grosse délégation française ? A égalité entre *Renew* et *Identité* (LREM/RN). La politique du compromis qui est à l'œuvre actuellement est beaucoup questionnée.

Rappelons également que c'est la seule élection où le vote des jeunes a augmenté la dernière fois.

Une Europe en transition

L'ambition de paix et de démocratie est aujourd'hui remise en question en Europe avec la guerre en Ukraine d'un côté et l'installation de l'extrême droite de l'autre, tristement concrétisée par les dernières élections italiennes. La prolifération des idées d'extrême droite ne cesse de s'amplifier dans les pays européens. C'est pourquoi à la veille des élections européennes de 2024, l'enjeu démocratique est majeur. Il est urgent de reconnaître et de valoriser l'émergence d'initiatives démocratiques qui formulent des propositions pour répondre à ce contexte.

La société civile contribue à une culture saine de l'État de droit. Malgré des développements positifs, la société civile continue de faire face à de nombreux défis, allant du harcèlement aux lois

NON MIS EN FORME

restrictives, selon le dernier rapport sur l'espace civique de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA). Il souligne la nécessité pour l'Europe de garantir un environnement de travail plus propice à la société civile. Il est urgent de défendre une véritable démocratie européenne. Il est également fondamental de réaffirmer une Europe accueillante : au-delà d'être solidaire, elle doit être l'Europe des droits et de l'accueil de toutes et de tous.
Le défi écologique est aussi un enjeu de solidarité : l'Union européenne s'est dotée d'un mécanisme pour une transition juste (MTJ) pour faire en sorte que la transition vers une économie climatiquement neutre s'effectue de manière équitable, sans laisser personne sur le bord de la route. Ceci nous donne des opportunités à saisir.

Extrait de la Motion d'orientation 2023-2027 du Cnajep

Il est plus que jamais nécessaire de revenir au projet historique européen qui a pour ambition de réunir les peuples pour construire la paix et des coopérations au-delà des enjeux nationaux.

I. Pour une Europe qui relève les défis des transitions

L'Europe doit trouver le moyen de faire face concrètement et urgemment aux défis des transitions écologiques et des transformations économiques et sociales. Pour cela il est nécessaire de mieux comprendre ces défis et d'interroger ensemble notre société et en particulier les jeunes. En cela, l'éducation populaire peut permettre une lecture systémique de ces enjeux.

Trois champs d'intervention peuvent ainsi être identifiés, tous étant en interaction pour un projet global cohérent.

Transition écologique

Nous voulons une Europe qui s'engage résolument dans la transition écologique et réponde aux constats et recommandations qui sont aujourd'hui connues de tous et plus qu'urgentes.

Rappelons les analyses des expert·e·s du GIEC qui soulignent 3 constats principaux :

- **Les activités humaines** sont la cause avérée du réchauffement de l'atmosphère, des océans et des terres ;
- **Le dérèglement climatique** se généralise, s'accélère et s'intensifie ;
- **L'ampleur des changements climatiques actuels est sans précédent** depuis des siècles, voire des milliers d'années et les zones d'incertitudes climatiques sont de plus en plus nombreuses.

Ces dérèglements climatiques ont des impacts directs sur les humains : les vulnérabilités d'une partie de la population augmentent et s'aggravent du fait de l'inadaptation de nos infrastructures, institutions et modes de vie. Les dynamiques de fracturation sociale et culturelle que nous connaissons déjà peuvent s'amplifier. Face à ces constats, le GIEC en appelle aux décideur·euse·s avec **des recommandations claires** :

⇨ Il faut « réduire » nos émissions de carbone et la destruction de la biodiversité, afin d'atténuer les effets négatifs de nos modes de vie actuels.
⇨ Il faut « s'adapter » aux dégâts déjà faits et à ceux qui sont inéluctables à court terme.

NON MIS EN FORME

⇨ Il faut enfin avoir des actions qui esquissent le monde d'après, un monde soutenable, et qui engagent les réparations écologiques nécessaires

Pour cela, plusieurs actions sont nécessaires :

1. **Mener des actions** à l'échelle européenne et soutenir les acteurs à différentes échelles pour renforcer la **sensibilisation** et la prise en compte d'une **éco-citoyenneté**. Demander à ce que les institutions européennes soutiennent et s'assurent de la mise en place du devoir de vigilance (proposition de la commission européenne) qui contraint les entreprises à assumer leurs responsabilités sociales et environnementales, dès lors que leur siège social est situé en Europe.

Encart 1

L'éco-citoyenneté : « L'éco-citoyenneté », comme son nom l'indique, est l'association des préoccupations écologiques aux valeurs. Être éco-citoyen, c'est donc avoir conscience que chacun de ses actes quotidiens ont une incidence sur la planète. Et, partant de cette constatation, c'est prendre l'engagement de respecter l'environnement afin de limiter l'impact que son geste aura sur la planète.

2. **Prendre en compte** le concept de **santé environnementale** (**One Health**) pour penser et construire les modes d'actions et politiques collectives au niveau de l'Europe.

Encart 2

One Health : le concept One Health, c'est penser la santé à l'interface entre celle des animaux, de l'Homme et de leur environnement, à l'échelle locale nationale et mondiale. Cette manière d'aborder la santé dans le contexte mondial actuel de la pandémie liée à la Covid 19, permet de raisonner l'ensemble du système et trouver des solutions qui répondent à la fois à des enjeux de santé et des enjeux environnementaux.

3. **Prendre des mesures** concrètes pour répondre collectivement aux engagements globaux pris dans le cadre **d'Horizon 2030**, avec trois champs prioritaires :

- Transports : soutien financier accru pour les transports éco-responsables et pour le développement des transports en commun, notamment par le ferroviaire et en milieu rural
- Déchets : réduire la production des biens, parce qu'elle engendre une sur-production de déchets
- Villes et territoires neutres

Encart 3

Horizon 2030 : En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé « Agenda 2030 ». C'est un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité. Il porte une vision de transformation de notre monde en renforçant la paix, en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable.

L'Europe dispose de financements nombreux notamment en lien avec l'agriculture et il faut repenser ce qui est soutenu : il y a un enjeu à soutenir l'agriculture biologique et les petites structures. L'agriculture étant grandement décidée à l'échelle européenne par des politiques telles

que la PAC : celle-ci doit répondre aux enjeux du Green Deal en s'appuyant sur la stratégie "farm to fork".

Transformation sociale et économique

Nous voulons une Europe qui permet à toutes et à tous de mieux comprendre et d'interroger ensemble notre société et les transformations à l'œuvre. En 2020, la crise du Covid a été un révélateur des inégalités éducatives, sociales et économiques à l'œuvre dans notre pays et dans le monde.

Alors que ses moyens sont parfois réduits, les attentes envers les institutions européennes sont croissantes pour faire face aux crises, aux pandémies, aux intempéries qui engendrent de nouveaux besoins sociaux, sanitaires ou matériels. L'enjeu social aujourd'hui est de permettre l'inclusion de toutes et tous dans la société et notamment des plus fragiles, des plus éloignés de l'accès aux droits. Il est nécessaire d'assurer un socle commun européen en matière de droits sociaux et de modèle économique juste.

Il ne suffira pas de se concentrer sur des solutions techniques ou un financement supplémentaire.

Il est nécessaire de réaliser une société où les besoins et les droits de tous sont respectés dans la limite des moyens de la planète. Les modèles de développement actuels ne sont pas adaptés à ce but et à ce besoin de changement pour garantir un avenir durable. Alors que nous vivons à une époque de richesse matérielle sans précédent, la plupart des indicateurs qui mesurent la santé de la planète vont vers le négatif et la confiance et la cohésion sociale dans la société se détériorent. Il faut repenser un modèle de redistribution du pouvoir et des ressources, ce qui exige de franchir des limites politiques et d'alimenter de nouveaux modèles qui seront cohérents.

Pour cela, plusieurs actions sont nécessaires :

4. **Permettre à tou·te·s** et particulièrement aux jeunes de développer **des compétences et de nouveaux métiers**. Pour s'émanciper, être acteur·rice·s du changement social et s'insérer dans la société. **L'Année européenne des compétences** peut être en cela une bonne opportunité.

Encart 4

Année européenne des compétences *: l'Année européenne des compétences doit donner un nouvel élan à l'apprentissage tout au long de la vie, en donnant aux citoyens et aux entreprises les moyens de contribuer aux transitions écologique et numérique, soutenant ainsi l'innovation et la compétitivité.*

5. **Promouvoir** des politiques et des programmes de **formations adaptés aux enjeux actuels**. Il est possible de s'appuyer pour cela sur le travail de jeunesse et l'éducation non formelle.

6. **S'assurer de la participation des jeunes à la démocratie**. Pour cela il est possible de s'appuyer notamment sur le développement du Dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse et la mise en place du ***EU Youth Test***.

Encart 5

EU Youth test : Même si les jeunes Européen·ne·s sont ceux qui vivront le plus longtemps avec les conséquences et les impacts des réglementations conçues aujourd'hui, ils sont constamment sous-représentés dans les processus politiques et les consultations. Pour aborder cette dichotomie, le Forum européen de la Jeunesse a présenté le concept d'un " EU Youth Test ", forme de clause d'impact jeunesse pour l'Union européenne, qui a reçu un soutien important de la part d'une grande diversité de parties prenantes. Cet outil figure dans le rapport sur les résultats de la Conférence sur l'avenir de l'Europe en tant que mesure clé à mettre en œuvre. Dans son récent Avis, le Comité économique et social européen demande également la mise en œuvre d'un *EU Youth Test* ambitieux au niveau de l'UE.

7. **Utiliser d'autres indicateurs que le PIB** : « pour être transformatrice, une stratégie globale ne doit pas uniquement tendre à mesurer les progrès en termes de Produit intérieur brut (PIB) comme le font actuellement tous les gouvernements européens. Au lieu de cela, des mesures alternatives du progrès en accord avec les ODD doivent devenir les nouveaux critères de succès pour les décideurs européens. » *Prise de Position sur la mise en œuvre intégrale du programme de développement durable à l'horizon 2030 en Europe, Forum européen de la jeunesse, janvier 2018.*

Transformation numérique

Nous voulons une Europe qui permet de créer les conditions d'une appropriation collective des usages et contenus numériques et de leurs effets sur nos vies et notre environnement, et en faire des technologies libres au service de la cohésion sociale et de la démocratie.

Les périodes de confinement pour lutter contre la pandémie COVID ont accéléré des usages pour le télétravail des salarié·e·s ou des élèves, pour maintenir les liens familiaux, amicaux ou sociaux, pour consulter un médecin, pour se rassembler et débattre, pour se réunir en association, pour proposer des activités. Même si cette évolution peut être jugée pour une part positive, elle implique des points de vigilance : l'accès et l'usage du numérique par tous, pour tous, partout, le droit à la déconnexion, le maintien des relations humaines de proximité, etc.

Pour cela, plusieurs actions sont nécessaires :

8. **Généraliser l'éducation aux médias** : même si aujourd'hui des campagnes existent pour lutter contre la désinformation et les fakes news, la question de la source de l'information transmise reste centrale. Il est important que les acteurs de l'éducation populaire soient soutenus dans leur capacité à sensibiliser autour de la question de la gestion de l'information et du développement de l'esprit critique.

9. **Assurer l'accès au numérique** : aujourd'hui, seule la moitié des Européen·ne·s disposent des compétences numériques de base. Des politiques de formation adaptées au sein de chaque État membre devront être mises en œuvre pour résorber la fracture numérique et ainsi faire en sorte que 80% des Européens disposent en 2030 de ces compétences, conformément à l'objectif fixé par la Commission européenne. En parallèle, la numérisation à marche forcée des démarches administratives auprès des services publics doit être questionnée au regard de l'effectivité de l'accès aux droits des citoyens les plus vulnérables.

10. **Assurer la protection des données** (**Règlement Général de Protection des Données**) et une application uniforme des règles au sein des Etats membres en s'assurant que les autorités administratives indépendantes nationales disposent des moyens nécessaires et des conditions d'indépendance suffisantes pour mener à bien leurs missions.

Encart 6

Règlement Général de Protection des Données : le règlement général de protection des données (RGPD) est un texte réglementaire européen qui encadre le traitement des données de manière égalitaire sur tout le territoire de l'Union européenne (UE).

Plusieurs outils de l'Union européenne peuvent d'ores et déjà être investis afin d'impulser ces changements, tels que le **MJT** ou les **Objectifs européens pour la jeunesse**.

Encart 7

MJT : le mécanisme pour une transition juste (MTJ) est un outil essentiel pour faire en sorte que la transition vers une économie climatiquement neutre s'effectue de manière équitable, sans laisser personne sur le bord de la route. Il fournit un soutien ciblé destiné à mobiliser environ 55 milliards d'euros sur la période 2021-2027 dans les régions les plus touchées, afin d'atténuer l'impact socio-économique de la transition.

Encart 8

Les Objectifs européens pour la jeunesse : 11 objectifs pour la jeunesse européenne ont été définis lors d'une campagne de dialogue structuré à laquelle ont participé des jeunes de toute l'Europe. Ces objectifs recensent les domaines intersectoriels qui ont une incidence sur la vie des jeunes et attirent l'attention sur les défis à relever. La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse doit contribuer à concrétiser cette vision de la jeunesse d'ici à l'horizon 2027.

NON MIS EN FORME

II. Pour une Europe co-construite avec l'éducation populaire

À travers ses méthodes actives, participatives et collectives, l'éducation populaire permet à chacune de se situer comme un acteur reconnu, impliqué et responsable de la société des territoires locaux au niveau européen. Colos, foyers de jeunes travailleurs, centres sociaux, MJC,

festivals culturels, scoutisme, chantiers de jeunes bénévoles, centres de loisirs, échanges internationaux, … : les associations de jeunesse et d'éducation populaire sont des actrices incontournables du vivre et de l'agir en- semble au plus près des citoyen·ne·s. Elle donne la parole aux jeunes pour qu'ils expriment leurs propositions pour améliorer leur participation politique.

L'éducation populaire promeut une société égalitaire, juste, solidaire, écologique et inclusive où chacun et chacune peut vivre dans la dignité, construire sa place, avoir un rôle, trouver son utilité sociale. Une société qui lutte contre les déterminismes sociaux, les discriminations et les racismes et agit pour construire la paix.

(*extrait de L'éducation populaire, une fabrique de la République, 2022)*

Les conditions de la co-construction :

11. **Faire le lien entre Europe et local** en s'appuyant sur la Charte d'engagements réciproques jeunesse et éducation populaire qui est en cours d'élaboration et s'adresse notamment aux élu·e·s locaux. Et permettre la reconnaissance des associations au niveau européen.

12. **Sortir de la logique marchande** et s'opposer à la prestation de service concernant l'éducation populaire.

13. **Favoriser l'intégration des jeunes** dans toutes les instances décisionnelles pour permettre l'émancipation citoyenne. Il faut également y associer une communication efficace qui permette à toutes et tous d'avoir connaissance de ces opportunités de participation. Un moyen de faire baisser l'abstention.

14. **Créer des espaces** de rencontres et d'échanges à différents niveaux (local x Europe) pour développer l'innovation sociale, le projet commun, le partage des idées.

La construction d'une éducation populaire de qualité

L'éducation formelle est complémentaire de l'éducation populaire. Il est nécessaire de :

15. **Soutenir et renforcer** l'éducation tout au long de la vie (formation initiale et continue)

16. **Soutenir les associations** jep et ouvrir un cadre de coopération pour favoriser la reconnaissance des formations ou diplômes de l'animation volontaire d'un pays à l'autre en Europe

17. **Consolider et développer** des programmes européens d'éducation non-formelle, ouverts à toutes et tous et ayant pour vocation la rencontre, la mobilité nationale (notamment ville/campagne) et internationale, l'engagement citoyen et l'apprentissage interculturel.

18. **Créer un parcours** éducatif et culturel : au moins une expérience de mobilité significative (6 mois minimum) pour tous les jeunes. L'apprentissage de la mobilité et l'ouverture au monde

commence dès le plus jeune âge et permet de réduire le plus possible les limites « psychologiques » au départ, ce parcours pourrait être ouvert également au moins de 13 ans.

III. Pour une Europe plus démocratique construite par et pour toutes et tous

Il y a une urgence démocratique pour construire une participation citoyenne à chaque échelle de territoire, du local à l'Europe, tant dans les corps intermédiaires que dans les urnes.

L'Union européenne doit être moteur de débats citoyens sur des enjeux et des questions supranationales. Par exemple des débats à animer sur l'immigration pour sortir des stéréotypes et idées véhiculées.

Le projet européen est de plus en plus remis en question par la montée en puissance des mouvements populistes et nationalistes. Nous ne voulons pas de cette Europe-là ! Les valeurs de démocratie, de solidarité, de paix, en particulier, sont fondatrices de l'Europe à laquelle aspirent des millions de citoyen·ne·s.
Dans le contexte, il faut pouvoir s'outiller pour contre les idées d'extrême droite. Il est primordial de comprendre les processus bien identifiés de dédiabolisation et de banalisation.
Pour une Europe citoyenne, qui ne soit pas déconnecté de son projet collectif, il faut une Europe plus démocratique dans son fonctionnement.

Le dialogue et la participation de toutes et de tous, et particulièrement des jeunes, et ce à tous les échelons – local, national et européen – est nécessaire. L'Europe doit soutenir encore plus les organisations de jeunesse car le national le fait de moins en moins pour renouer avec une démocratie européenne investie par les jeunes.

Pour cela, plusieurs actions sont nécessaires :

19. **Rapprocher l'Europe des citoyen·ne·s** : éducation, information, communication. Pour développer le sentiment d'identité européenne cela passe par des mesures complémentaires et généralisées : développer les échanges scolaires, faciliter les études à l'étranger, les parrainages entre écoles/structures, célébrer les symboles européens (9 Mai...).

20. **S'assurer** que chacun·e puisse comprendre le fonctionnement des institutions européennes en s'appuyant sur les outils et les associations d'éducation populaire ; pour mieux en comprendre le rôle et la place et donc mieux s'y investir en tant que jeune.

21. **Garantir** la protection des libertés associatives et lutter contre le rétrécissement de l'espace civique européen.

NON MIS EN FORME

22. **S'assurer** de la prise en compte des résultats issus des outils de participation démocratiques européens : suites de la **CoFoe**, panels citoyens et résultats du Dialogue de l'U.E en faveur de la jeunesse.

Encart 9

CoFoe (Conférence sur l'avenir de l'Europe) : lancée le 9 mai 2021, la Conférence sur l'avenir de l'Europe s'est achevée le 9 mai 2022, après un an de travail. A la clé, 49 propositions citoyennes réparties en plus de 300 mesures concrètes pour faire évoluer l'UE, issues de près de 40 000 contributions. Pour certaines, la modification des traités serait nécessaire.

23. **Rendre accessibles** les espaces qui permettent de questionner le modèle démocratique européen permettant ainsi de traiter des questions importantes telles que la corruption, les modes de scrutin, le droit de veto, etc… et réfléchir à l'amélioration des outils existants tels que **ICE**, Dialogue Structuré.

Encart 10

Initiative citoyenne européenne (ICE) : mise en place en 2011, l'initiative citoyenne européenne permet à un million de citoyens européens d'appeler la Commission européenne à légiférer sur un sujet donné.

24. **Favoriser** la place des jeunes dans les conseils et/ou instances décisionnaires

25. Promouvoir la culture de Paix et de non-violence, au travers de formations et d'espaces d'engagement comme des programmes de volontariat pour la paix. Soutenir les structures qui s'engagent dans la création et l'animation de tels programmes.

26. **Dédier** un financement européen spécifique pour soutenir les Dialogues structurés territoriaux.

IV. Pour une Europe plus égalitaire qui lutte contre toute forme de déterminisme

Le Cnajep défend une Europe ouverte sur le monde, riche de cultures différentes, qui ne standardise pas, qui s'oppose à toutes les formes de rejet de l'autre et encourage les débats.
Nous souhaitons une Europe réellement active dans la lutte contre la précarisation, qui œuvre en matière de droits sociaux pour un socle commun minimal des droits sociaux et à terme agir pour une harmonisation vers le haut de l'ensemble des systèmes sociaux. Les jeunes qui subissent la précarité ont le sentiment de ne pas pouvoir construire leur avenir : « on veut avoir le choix : on vit de l'isolement, on veut du collectif, on vit des discriminations, on veut être respecté ».

Les politiques européennes doivent s'adresser aux territoires d'Outre-Mer, car pour les jeunes en Outre-Mer « se sentir français c'est parfois compliqué, mais se sentir européen c'est encore plus compliqué ».

Il faut valoriser la diversité des cultures en Europe. Que ce soit en créant un volontariat dédié à la culture ou en mettant en avant la question de l'eau comme thématique commune, il est important de se rapprocher pour construire un avenir commun.

Des transformations sont nécessaires pour réduire les inégalités sociales et économiques. Permettre de s'affranchir des déterminismes est un préalable pour se donner pour horizon l'émancipation des toutes et de tous.

Pour cela, plusieurs actions sont nécessaires, en matière d'ouverture au monde, d'éducation citoyenne et de lutte contre les discriminations :

27. **Promouvoir** des échanges interculturels et de mobilité culturelle. Pour cela il est nécessaire de soutenir les associations qui organisent des rencontres et de favoriser les échanges scolaires et les mobilités dans l'école avec les AJEP. Le meilleur antidote face aux idées d'extrême droite c'est la rencontre avec les autres : une mobilité pour chaque jeune entre 16 et 25 ans.

28. **Créer un fonds européen** dédié au financement des actions de solidarité et de mobilité visant à renforcer les liens entre les jeunes européens et les pays voisins de l'UE (avec par exemple un volet spécifique en faveur de la jeunesse ukrainienne)

29. **Ouvrir l'Europe sur le Monde**, en élargissant notamment les programmes européens de jeunesse et de volontariat à des échanges réciproques avec les pays tiers, qui ne sont pas partenaires des programmes européens actuels (pays d'Afrique, Asie, Amérique latine).

30. **Favoriser** des dispositifs pour aborder les discriminations et violences associées notamment les violences sexistes et sexuelles dès le plus jeune âge dans le système scolaire et dans la formation continue

31. **Mettre en place** des mesures pour lutter contre toute forme de discrimination, qu'elle soit liée au territoire, au genre, à l'orientation sexuelle, à l'origine sociale, au handicap, etc… On peut proposer notamment des exemples inspirants tels que :
    - La Maison des Fiertés de Paris 2024 pour lutter contre la LGBTQIA+phobie : un lieu sûr, identifiable et accueillant pour tous et toutes : les supporters, les athlètes, et les alliés LGBTI+. Son but est de rendre visible et de célébrer les athlètes LGBTI+ au cours d'une programmation d'activités festives, culturelles et pédagogiques pendant toute la durée des Jeux.
    - l'adoption de la carte européenne du handicap pour assurer une reconnaissance mutuelle des personnes en situation de handicap et leur permettre de bénéficier des mêmes droits dans chacun des États membres dans les domaines de la culture, des loisirs, du sport et des transports.
    - la bonne mise en place des 10 engagements abordés lors de la conférence nationale du handicap (2023) afin de rattraper le retard de la France.

ANNEXE

Une annexe illustrant l'action des associations de jeunesse et d'éducation populaire du Cnajep par des initiatives des membres

NON MIS EN FORME